

Réf. N° 0001/OI/SNEIRDE/MRC

Yaoundé, le 07 février 2024

Le Président National du MRC

A

Monsieur le Représentant Résident du FMI

Yaoundé - Cameroun

Objet : La question de la subvention du carburant et les politiques sociales du Fonds Monétaire International (FMI) au Cameroun



1

Monsieur le Représentant Résident,

Dans le rapport de son voyage au Cameroun du 19 octobre au 1^{er} novembre 2023 et des réunions à distance du 02 au 16 novembre 2023 dans le cadre de la cinquième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), Mme Cemile SANCAK, cheffe de mission du FMI pour le Cameroun, souligne que « l'exécution du budget [du Cameroun] a été facilitée par une augmentation significative des recettes non pétrolières. Cependant, elle a été affectée par les subventions aux carburants en 2022 qui ont été nettement plus élevées que prévu et reportées en 2023. Une part substantielle des subventions en 2023 devraient également être reportée en 2024 ».

Cette déclaration sur laquelle les autorités camerounaises se sont fondées largement pour décider de la hausse des prix des carburants du 02 février 2024, laisse supposer que le carburant, vendu à la pompe respectivement à 730 F CFA le litre pour le super et 720 F CFA le litre pour le gasoil jusqu'au 02 février dernier, reste un produit subventionné par le gouvernement du Cameroun.

Monsieur le Représentant Résident, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) souhaite avoir, par votre intermédiaire, les éclaircissements du FMI à l'intention du peuple camerounais, sur cette prétendue subvention.

En prenant l'exemple de quelques pays voisins, on observe que le Nigéria, qui a arrêté la subvention des produits pétroliers dans la 2^e moitié de l'année 2023, a un prix à la pompe de 440 F CFA/litre de super en janvier 2024, alors que lorsque la subvention y était appliquée le prix à la pompe était largement inférieur à 200 F CFA, le coût international moyen de

SIEGE / Headquarters : Près du Dispensaire d'Odza - Yaoundé - B.P. : 8704 Yaoundé/ Cameroun

Téléphone : (+237) 22.19.80.65 / 51.17.39.40 <http://www.mrc-party.org/> contact@mrc-party.org

Comptes: CM21 10005 00001 03458061001-74 (AFRILAND FIRST BANK) /

ICL RCMCXXX 10001/066864/51963664001/47 (BICEC) / UCMACMCX/10023/00040/00413014245/01(UBC)

production d'un litre de super étant environ de 225 F CFA. Dans le même ordre de comparaison, le litre de super coûte 595 F CFA au Gabon, 570 F CFA en Guinée Equatoriale et 518 F CFA au Tchad, sans subvention aucune de ces pays. Depuis le 03 février 2024, les prix à la pompe au Cameroun sont de 840 F CFA le litre de super (près du double du prix au Nigéria) et 828 F CFA le litre de gasoil.

Monsieur le Représentant Résident, vos précisions nous permettront de nous convaincre que le Cameroun ne fonctionne pas sur un marché international parallèle, où les prix et les coûts n'ont rien de commun avec l'espace des échanges internationaux connu de tous.

La cinquième revue du programme triennal soutenu par les accords au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) a débouché sur le prolongement de l'échéance du programme et une promesse de financement du FMI vis-à-vis du Cameroun, d'un montant de 72,7 millions de dollars (55,2 millions de DTS). Selon nos informations, la condition fondamentale fixée par le FMI pour décaisser ces financements était la hausse des prix des produits pétroliers à la pompe. C'est donc ce que le gouvernement camerounais a décidé de faire le 02 février 2024.

Il convient de noter qu'un pays sous ajustement structurel est sous la surveillance du FMI. Et sachant la rigueur qui est prônée par votre Institution, il est difficilement compréhensible que l'on ait assisté dans le cadre de l'organisation de la CAN 2021-2022, avec votre présence, à cette gestion calamiteuse au travers des marchés de gré-à-gré, qui aurait porté le coût total à près de 2000 milliards de FCFA, tel qu'évoqué dans le scandale dit de la « CANGATE », alors même que les infrastructures envisagées ne sont pas toutes achevées. La coupe du monde de 2010 en Afrique du Sud a coûté 820 millions d'euros, soit 538 milliards de F CFA. La CAN 2023-2024 qui se joue actuellement en Côte-d'Ivoire a coûté 900 milliards de F CFA comprenant des infrastructures comme des routes, des autoroutes, des hôpitaux et des espaces d'hébergement, en plus des stades, tous achevés. De même, le kilomètre de route bitumée au Cameroun est à ce jour de près de 8 milliards, alors qu'en Côte d'Ivoire ou au Maroc, il se situe autour de 3 milliards de F CFA, voire un peu moins. L'autoroute Yaoundé-Nsimalen sur 11 kilomètres, engagée depuis 2014 et dont l'achèvement est prévu en 2024 compte parmi les plus chères du monde avec un budget global de 465,8 milliards de F CFA, soit le kilomètre à 42,345 milliards de F CFA. L'une des missions principales de l'ajustement structurel est pourtant de réduire substantiellement la dépense publique et le train de vie de l'Etat.

La mal-gouvernance et la corruption chronique qui sévissent dans le pays ne vous sont pas inconnues. Sur le marché pétrolier, les traders utilisés par l'Etat du Cameroun sont corrompus, à l'instar de Glencore qui l'a reconnu publiquement, sans aucune action du gouvernement. Ainsi, le pétrole du Cameroun est vendu moins cher que le prix du marché, tandis que ses importations de produits pétroliers sont surévaluées par les traders. En affirmant que l'Etat du Cameroun a mis près de 1200 milliards de F CFA dans la subvention du pétrole en 2022, le FMI voudrait-il indiquer l'irrationalité de ses mesures économiques auprès du Cameroun ? Comment est-ce possible de subventionner pour un tel montant le pétrole alors que le sixième du chiffre en question permettrait de doter le pays d'une raffinerie de dernière génération et sortir définitivement des importations ?

Le train de vie de l'état est exubérant et repose essentiellement sur le contribuable camerounais qui en paie lourdement les frais. Par exemple, les principaux consommateurs de carburant au Cameroun sont les cadres de l'administration publique qui règlent leur consommation par des bons de carburant dont la facture finale repose sur le contribuable. Le volume de carburant attribué à chacun de ces cadres est si important que certains procèdent parfois à la redistribution à des proches ou recourent au marché noir pour écouler leurs stocks.

La consommation mensuelle des produits pétroliers au Cameroun est évaluée à 80 millions de litres. La production journalière de pétrole brut par le Cameroun est de 100 milles barils/jour actuellement, soit 15.898.700 litres/jour, ce qui équivaut à une production mensuelle de 476.961.000 litres. Cette production représente donc près de six fois la consommation mensuelle. Les revenus tirés de la vente du pétrole brut permettraient ainsi de compenser les importations, et de vendre les produits pétroliers à la pompe autour de 400 F CFA sans que l'Etat n'intervienne pour subventionner le pétrole.

Aussi, la participation du FMI dans cette politique d'asphyxie des populations démunies, nous donne-t-elle à nous interroger sur les visées de la politique d'ajustement structurel, notamment sur les politiques sociales mises en œuvre dans le cadre de la résorption des déséquilibres macroéconomiques constatés sur le terrain.

Il y a près de 4 ans le FMI et le GICAM (devenu le GECAM) s'accordaient sur la nécessité d'une réévaluation des revenus des travailleurs au Cameroun. Alors que rien n'a été réalisé dans ce sens, le discours est désormais orienté vers une détérioration grave du pouvoir d'achat des populations par des mesures qui resteront contreproductives, toutes choses égales par ailleurs.

Depuis le premier plan d'ajustement structurel mis en place au Cameroun par le FMI en 1988, les populations appauvries ont supporté le coût le plus élevé de l'ajustement structurel, alors même que ce sont les gouvernants qui sont la cause première des dérapages observés de l'économie nationale. Le fardeau du peuple camerounais a commencé avec le gel des recrutements dès la fin des années 1980, les compressions du personnel et les retraites anticipées des agents de l'Etat, la double baisse des salaires en 1993, la dévaluation du F CFA en 1994. Il se poursuit aujourd'hui avec une inflation galopante, des emplois indécents et essentiellement précaires et une croissance accélérée de l'extrême pauvreté qui poussent à interroger la pertinence même du programme d'ajustement structurel auquel le pays a adhéré. Une évaluation du rôle du FMI dans l'évolution économique du Cameroun nous semble ainsi opportune pour examiner le chemin parcouru depuis 36 ans.

Le MRC, dans le souci d'une information claire, précise et complète, sollicite de Monsieur le Représentant Résident du FMI au Cameroun une rencontre avec les acteurs intéressés, à laquelle notre parti politique est disposé à prendre part, afin de mettre en lumière le concept de subvention tel que pratiqué par votre Institution et de comprendre les visées sociales du FMI dans le contexte camerounais. Le MRC se conformera à l'emploi du temps que Monsieur le Représentant Résident voudra bien nous communiquer.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant Résident, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Président National



Maurice KAMTO